



## Papiers d'actualité / Current Affairs in Perspective

N°4 | July 2019

  
Fondation Pierre du Bois  
pour l'histoire du temps présent

Les relations Turquie-Etats-Unis :  
l'évolution de l'alliance depuis la  
disparition de la menace commune

Özcan Yilmaz\*

La Turquie et les Etats-Unis (USA) entretiennent des relations de longue date. A la fin de la Deuxième Guerre mondiale, sous l'impact de la « menace commune » venant de l'Union soviétique (URSS), leurs relations prennent un caractère stratégique. La guerre froide, le panarabisme, les alliances de l'URSS avec l'Egypte, la Syrie et l'Irak, l'invasion soviétique en Afghanistan et la révolution islamique en Iran renforcent le caractère stratégique de ces relations malgré les désaccords et tensions.

Depuis la disparition de la « menace commune » à la fin de la guerre froide, leurs relations sont caractérisées par des crises successives. Les notions d'« éloignement de la Turquie de l'Occident et des USA », de « changement stratégique de la politique étrangère turque », ainsi que de « rupture avec le camp occidental »... sont souvent évoquées pour les décrire. En Turquie, les *eurasistes*<sup>1</sup> veulent « quitter l'OTAN et fermer les bases militaires aux USA »<sup>2</sup>. Certains nationalistes de droite, des kémalistes et la gauche marxiste souhaitent aussi quitter l'OTAN et s'éloigner des USA. De nombreux membres du gouvernement et le président turc Recep Tayyip Erdogan partagent ces critiques et expriment le désir de rejoindre l'Organisation de coopération de Shanghai<sup>3</sup> à laquelle les membres de l'OTAN ne peuvent pas adhérer.

En Europe et aux USA, l'appartenance de la Turquie à l'Occident est questionnée depuis la fin de la guerre froide ; des voix s'élèvent aussi pour son « exclusion » de l'OTAN<sup>4</sup>. Actuellement, les relations turco-américaines sont marquées par la méfiance, des déclarations hostiles et menaçantes de part et d'autre, aggravées par certains événements en Turquie et au Moyen-Orient. Ainsi, après avoir brièvement retracé l'origine et l'évolution des relations entre les deux pays, cette contribution cherchera à comprendre les tensions et enjeux actuels qui caractérisent les relations turco-américaines.

L'origine des relations de la Turquie avec les Etats-Unis remonte au XIX<sup>e</sup> siècle ottoman. Elle est déterminée par l'intérêt commercial américain et la stratégie ottomane de contrebalancer l'influence des puissances européennes. Après l'indépendance des USA en 1783, n'étant plus couverts par le pavillon britannique, les bateaux et marchands américains en Méditerranée deviennent une cible des corsaires barbaresques. Pour éliminer les menaces sur leurs navires et commerçants, et assurer la liberté du commerce, les USA concluent des accords avec le Maroc, des régences barbaresques<sup>5</sup> et plus tard avec l'Empire ottoman.

Vaincu par une flotte franco-russo-britannique dans la bataille navale de Navarin d'octobre 1827, l'Empire ottoman cherche à contrebalancer les relations avec les puissances européennes. Les deux pays se rapprochent et concluent, le 7 mai 1830, leur premier traité de commerce et de navigation. Celui-ci constituera la base de leurs relations et sera suivi d'autres accords. Les USA obtiennent ainsi des droits et des privilèges (capitulations) pour leurs ressortissants pour leurs activités dans l'Empire ottoman. Ils ouvrent également leurs consulats dans différentes villes de l'Empire ottoman qui devient aussi un terrain de fort activisme des missionnaires américains. Dès 1860, les activités des consuls et des missionnaires américains en faveur des minorités non musulmanes de l'Empire, notamment les Arméniens, provoquent des tensions et la méfiance entre les deux Etats. En avril 1917, l'entrée en guerre des USA provoque la rupture des relations.

Dès sa création, la République turque, dans l'objectif de contrebalancer les puissances européennes, cherche à établir de bonnes relations avec les USA. Cependant, la volonté turque d'abolir définitivement les privilèges accordés aux étrangers à travers le



## Papiers d'actualité / Current Affairs in Perspective

N°4 | July 2019

régime des capitulations et le désir des USA de sauvegarder leurs intérêts économiques ralentissent la normalisation des relations jusqu'à la signature du traité de commerce et de navigation d'octobre 1929.

Dans l'entre-deux-guerres, les Etats-Unis aident la Turquie dans sa lutte contre le communisme et l'espionnage soviétique. Dès décembre 1941, elle reçoit de l'aide américaine à travers le programme d'armement Prêt-bail. C'est la fin de la Deuxième Guerre mondiale qui donnera un caractère stratégique à leurs relations. La Turquie cherche à faire face aux pressions de l'URSS demandant notamment l'installation des bases soviétiques dans les détroits<sup>6</sup>. Elle s'aligne rapidement sur les USA qui, eux, veulent endiguer l'URSS. Elle bénéficie, comme la Grèce, de l'aide militaire et financière des USA accordée dans le cadre de la doctrine Truman et bénéficie aussi du plan Marshall de juin 1947. En 1950, pour renforcer sa relation avec le camp occidental, elle envoie un contingent militaire pour aider l'armée américaine durant la guerre de Corée. Cela facilite son adhésion à l'OTAN en février 1952. En 1954, elle permet aux USA d'utiliser la base militaire d'Incirlik en y stationnant des soldats, avions et moyens militaires. En 1955, la Turquie joue un rôle actif pour la mise en place du Pacte de Bagdad. Ce contexte renforce son importance géopolitique, mais parallèlement, elle devient un pays dépendant de l'aide financière des USA, de l'OECE et du FMI. En 1959, pour renforcer son ancrage occidental et se protéger de l'URSS, elle permet aux USA d'installer sur son sol des missiles Jupiter.

Cependant, des divergences émergent et provoquent un « désenchantement » en Turquie. Les USA se montrent de plus en plus réticents concernant l'aide économique à la Turquie. Cela provoque certaines tensions avec le gouvernement du Parti démocrate au pouvoir depuis 1950. Ce dernier tente, sans succès, de se rapprocher du bloc de l'Est et de l'URSS. En mai 1960, profitant des difficultés économiques et politiques, l'armée turque fait un coup d'Etat et prend le pouvoir.

Dans ce contexte émerge aussi un anti-américanisme au sein de l'establishment kémaliste, des milieux étudiants et conservateurs. Se réclamant d'un kémalisme pur, une partie de l'élite militaire questionne l'alliance avec les USA, qui, notamment à cause des bases militaires et l'aide financière, remettraient en question l'indépendance du pays. Les tensions se renforcent davantage lors de la crise des missiles de 1962 entre l'URSS et les USA. Un accord secret entre les deux pays aboutit au retrait des missiles Jupiter du territoire turc. La Turquie, non consultée ni informée, se sent ainsi trahie et abandonnée.

Cependant, c'est dans le contexte de l'indépendance de Chypre que les relations connaissent la crise la plus grave. La Turquie craint une éventuelle annexion de Chypre à la Grèce qui aurait comme conséquence son encerclement. En 1964, à la suite des violences intercommunautaires, elle décide d'y intervenir militairement pour protéger les chypriotes turcs. Mais, le 5 juin, à travers une lettre, le président américain Lyndon B. Johnson s'oppose à la décision turque. Il précise que la Turquie ne peut pas utiliser le matériel militaire américain dans une éventuelle intervention et ajoute que l'intervention turque pourrait provoquer une attaque de l'Union soviétique contre la Turquie et, dans une telle situation, elle ne bénéficierait pas d'une protection automatique de l'OTAN.

La lettre de Johnson provoque une crise et renforce l'anti-américanisme en Turquie. Les tensions se renforcent par l'« affaire d'opium »<sup>7</sup> et par l'intervention turque de 1974 à Chypre. En décembre 1974, sous pression du Congrès et du Sénat, le président Gerald Ford signe le décret pour un embargo sur les livraisons d'armes et pour la suspension de l'aide financière à la Turquie. En réponse, la Turquie suspend l'utilisation de ses bases militaires, notamment celle d'Incirlik. En 1978, les deux Etats trouvent un accord et mettent fin à l'embargo sur les armes et à la fermeture des bases militaires turques.

Les crises et tensions dans cette période sont liées aux intérêts et à la signification des relations pour les deux Etats. Pour les deux Etats, leur alliance doit les aider à mieux défendre leurs intérêts nationaux. Pour les Etats-Unis, la rivalité avec le bloc de l'Est ne sert pas seulement l'intérêt national américain, mais celui de tous les Etats du bloc occidental ou membres de l'OTAN. La rivalité avec l'Union soviétique détermine aussi ses relations avec la Turquie. Celle-ci acquiert une importance en tant que l'élément du dispositif stratégique contre l'Union soviétique. De leur point de vue, la rivalité et l'équilibre avec le bloc communiste domine tous les autres enjeux et conflits. La Turquie, comme les autres membres de l'alliance, doit ainsi privilégier la rivalité avec l'Union soviétique même si cela est en contradiction avec son intérêt national. Ainsi, les USA ne peuvent en aucun cas accepter une guerre entre la Turquie et la Grèce, deux Etats membres de l'OTAN, qui affaiblirait l'alliance et le bloc occidental. Le refus des Etats-Unis



## Papiers d'actualité / Current Affairs in Perspective

N°4 | July 2019

exprime aussi leur volonté d'éviter une guerre avec l'Union soviétique où leurs intérêts vitaux ne sont pas en cause. Une intervention turque à Chypre est susceptible de provoquer l'intervention soviétique contre la Turquie, ce qui à son tour aurait obligé les Etats-Unis à défendre cette dernière conformément à l'esprit du traité de l'Atlantique nord.

Dans les années 1980, malgré certaines tensions liées aux activités des lobbies grec et arménien aux USA, les relations entre les deux pays restent stables. L'invasion soviétique en Afghanistan, la révolution islamique en Iran et la guerre Iran-Irak renforcent l'importance géopolitique de la Turquie aux yeux des USA et des alliés occidentaux.

A la fin de la guerre froide, la Turquie craint la perte de son importance géopolitique et la fin du soutien militaire, financier et politique que son appartenance au bloc occidental lui confère. Ainsi, lors de la guerre du Golfe de 1991, pour rappeler son importance géopolitique, malgré une forte opposition de l'opinion publique turque, de l'armée et du gouvernement, le président turc Turgut Ozal soutient activement l'intervention internationale contre l'Irak à la suite de son invasion du Koweït. La Turquie ouvre ses bases à la coalition internationale et, conformément à l'embargo décidé par l'ONU, ferme l'oléoduc Kirkouk-Ceyhan et suspend le commerce avec l'Irak.

Cependant, la fin de la guerre provoque une détérioration des relations turco-américaines et ses conséquences continuent d'affecter les relations des deux pays. La Turquie tente, en vain, d'obtenir une compensation de ses pertes économiques dues à l'embargo sur l'Irak. Mais, c'est surtout l'émergence d'une autonomie kurde en Irak qui aura un impact très négatif sur les relations turco-américaines. Pour éviter d'accueillir des centaines de milliers de Kurdes fuyant la répression du régime irakien, la Turquie ferme sa frontière et demande aux Alliés de les aider sur le sol irakien. Les Alliés instaurent ainsi une zone d'exclusion aérienne et créent des zones de sécurité (*Safe Havens*) pour pouvoir aider des centaines de milliers de personnes réfugiées dans les montagnes à la frontière turco-irakienne. Les zones de sécurité sont protégées par une force aérienne des Alliés (*Poised Hammer*) opérant depuis les bases turques. Les Kurdes irakiens profitent du retrait de l'armée et de l'administration irakienne pour créer une zone autonome, organiser des élections et mettre en place un parlement et un gouvernement. La Turquie est hostile à une autonomie kurde en Irak, mais afin d'éviter une rupture avec ses alliés occidentaux et les USA, elle autorise ces derniers à opérer depuis ses bases. Dans le même contexte, les activités et attaques du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) provoquent aussi des tensions et une détérioration des relations turco-américaines. Profitant du chaos irakien, le PKK lance de nombreuses attaques contre l'armée turque depuis ses bases à la frontière irako-iranienne.

Ainsi, dès la fin de la guerre de 1991, la question kurde commence à détériorer les relations turco-américaines et un nouvel anti-américanisme émerge dans ce contexte. L'opinion publique et les responsables politiques turcs accusent les USA de chercher à diviser la Turquie et les autres Etats de la région, de soutenir le PKK ainsi que la création d'un Etat kurde.

En 2003, lors de l'invasion de l'Irak par la coalition anglo-américaine, les relations turco-américaines vivent une autre crise grave. Le plan de renversement de Saddam Hussein prévoit l'ouverture d'un front nord depuis la Turquie. Les troupes et moyens militaires américains qui doivent transiter par le territoire turc sont envoyés aux ports turcs de la Méditerranée. Mais, le 1<sup>er</sup> mars 2003, la Turquie refuse le déploiement de l'armée américaine via son territoire et provoque un choc chez son allié américain. En plus d'une opinion publique hostile à la guerre contre l'Irak, le refus turc est motivé par les conséquences économiques et la question kurde. La Turquie veut éviter des pertes économiques similaires à celles de 1991 et demande une aide financière importante. Elle ne veut pas que la guerre aboutisse à la création d'un Etat kurde en Irak et demande le droit pour son armée d'entrer en Irak après l'armée américaine pour contrôler la région kurde. Les USA refusent le montant de l'aide financière demandée et le droit pour l'armée turque de prendre le contrôle du Kurdistan irakien.

Avec le refus turc, les Kurdes irakiens deviennent les seuls alliés locaux de la coalition anti-Saddam Hussein. Après le lancement des opérations militaires contre l'Irak, la Turquie ouvre son espace à l'aviation américaine et autorise les USA à utiliser les bases militaires. Mais, elle est marginalisée en Irak et l'armée américaine est méfiante par rapport à ses activités au Kurdistan irakien. En



## Papiers d'actualité / Current Affairs in Perspective

N°4 | July 2019

juillet 2003, l'armée américaine arrête des soldats d'une force spéciale turque au Kurdistan accusés de préparer des attentats destinés à déstabiliser la région. Les relations entre la Turquie et les USA connaissent une nouvelle crise.

Les difficultés américaines en Irak à la suite des activités des mouvements islamistes, la guerre civile entre les chiïtes et sunnites, la volonté de la Turquie de mettre fin à sa marginalisation en Irak et de bénéficier du soutien américain dans son désir d'adhérer à l'Union européenne et de devenir un pays leader au Moyen-Orient débouchent sur une amélioration des relations. Celle-ci se renforce davantage avec l'élection de Barack Obama qui cherche à retirer son armée de l'Irak. Pour contrebalancer l'influence iranienne en Irak et éviter une marginalisation plus importante des sunnites irakiens, il est favorable à un rôle plus actif de la Turquie dans ce pays. Obama désire aussi améliorer les relations de son pays avec le « monde musulman » fortement détériorées durant la présidence de Georges W. Bush. Pour lui, une Turquie, surtout depuis l'arrivée au pouvoir de l'AKP, réconciliant l'islam avec la démocratie et l'économie libérale constitue un modèle. Selon Obama, pour lutter contre le fanatisme islamique, l'anti-américanisme et pour réconcilier le « monde musulman » avec les USA et l'occident, le modèle turc doit être soutenu et promu dans la région.

Dans le même contexte, la Turquie est encouragée par ses réformes de démocratisation, sa forte croissance économique et le soutien de son allié américain. Elle reprend la doctrine « néo-ottomane » dont le but est de la transformer en un pays leader à travers l'intensification des relations économiques, culturelles et politiques dans la zone anciennement sous domination ottomane.

Dès 2009, les relations turco-américaines sont affectées par la détérioration des relations entre la Turquie et Israël, mais le printemps arabe et les bouleversements régionaux renforcent l'intérêt pour le modèle turc. La chute des gouvernements autoritaires arabes est suivie avec beaucoup d'intérêt. En Occident, des voix s'élèvent pour proposer le modèle turc comme solution à des questions économiques, politiques et culturelles qui caractérisent les pays en question. La Turquie répond favorablement aux appels car elle y voit la preuve de sa réussite et de son importance aux yeux de ses alliés occidentaux. Pour elle, les transformations régionales facilitent la réalisation de l'objectif du néo-ottomanisme. De plus, elles portent au pouvoir des partis et mouvances islamistes idéologiquement proches du gouvernement AKP. La Turquie s'implique activement en soutenant les nouveaux gouvernements en Tunisie et en Egypte ou les rebelles syriens.

Paradoxalement, ce sont les conséquences du printemps arabe qui provoquent des difficultés internes et régionales qui généreront des nouvelles crises et tensions avec les alliés occidentaux et les USA. En mai 2013, des écologistes riverains du Parc Gezi, à Istanbul, s'opposent à la destruction de celui-ci dans le cadre d'un projet de réaménagement. Leur répression brutale provoque une mobilisation anti-gouvernementale qui touche l'ensemble du pays. Le gouvernement turc l'interprète comme un complot international, une tentative similaire aux mobilisations contre le gouvernement de Mohamed Morsi en Egypte. La répression fait plusieurs morts et choque les gouvernements occidentaux et américain pour qui le gouvernement turc constituait une alternative aux gouvernements autoritaires et répressifs dans la région. La répression du mouvement Gezi provoque des critiques du gouvernement américain et de l'Union européenne.

Les tensions liées à la répression et à la tendance autoritaire en Turquie affectent les relations turco-américaines en 2014 et 2015. A la fin de 2013, les juges proches du mouvement du prédicateur Fethullah Gulen, en exil aux USA depuis 1996, lancent des opérations anti-corruption touchant certains ministres en fonction. Pour limiter l'impact des scandales sur les élections municipales et présidentielles, respectivement de mars et d'août 2014, le gouvernement répond par des purges et la répression et dénonce un complot international. Ces opérations mettent aussi en lumière différents mécanismes mis en place par certaines banques et commerçants turcs permettant à l'Iran de contourner les sanctions américaines. Ceci a pour effet de provoquer des critiques du gouvernement américain et des poursuites judiciaires à l'encontre de certains citoyens turcs impliqués dans le commerce avec l'Iran.

Dès l'été 2014, les relations turco-américaines connaissent une nouvelle détérioration liée à la lutte contre DAESH-Etat islamique. Celui-ci, lors de la prise de Mossoul, a pris en otage le consul général turc et une cinquantaine de ses employés. Pour éviter de mettre en danger leur vie, la Turquie est très réticente à participer activement à la coalition anti-DAESH ou l'autoriser à utiliser ses



## Papiers d'actualité / Current Affairs in Perspective

N°4 | July 2019

bases. Dans le même contexte, elle est aussi critiquée à cause de son laxisme concernant le passage des combattants étrangers se rendant en Syrie via son territoire et les activités économiques et politiques de l'organisation djihadiste via la frontière turco-syrienne. Elle est aussi accusée de coopération avec DAESH à cause de son attitude hostile envers l'autonomie kurde en Syrie. En 2012, pour défendre ses grandes villes, le gouvernement syrien retire son armée des régions kurdes. Le PYD kurde (Parti pour une union démocratique) en profite pour créer une zone autonome kurde.

L'attitude de la Turquie envers DAESH a provoqué certaines critiques des responsables militaires et politiques américains. Mais, compte tenu de l'importance de l'emplacement géographique de la Turquie en ce qui concerne la poursuite des opérations, cela n'a pas provoqué de crise entre les deux Etats. La volonté américaine de contrebalancer l'influence iranienne et russe en Syrie, surtout depuis l'implication militaire russe dès septembre 2015, a également conduit les USA à éviter de nouvelles crises avec la Turquie.

Cependant les divergences entre la Turquie, les USA et ses alliés occidentaux sur le conflit syrien et sur les Kurdes ont provoqué une réorientation de la politique étrangère turque. Pour aider les rebelles syriens, stopper l'arrivée des réfugiés syriens et empêcher l'autonomie kurde, la Turquie demande sans succès, notamment lors de la rencontre entre les présidents Obama et Erdogan en mai 2013, la création d'une zone d'exclusion aérienne en Syrie. Ainsi, elle modifie sa stratégie syrienne en mettant la priorité sur sa volonté d'empêcher l'autonomie kurde et en se rapprochant de l'Iran et de la Russie.

Elle craint les effets sur ses propres Kurdes, la Turquie reste hostile à l'autonomie kurde en Syrie d'autant plus qu'elle voit le PYD comme la branche syrienne du PKK. A cause de laxisme concernant les activités du DAESH surtout lors de son siège de la ville kurde de Kobané (septembre 2014-janvier 2015), la Turquie est accusée de soutenir cette organisation. Cela a un impact très négatif sur ses relations avec les USA. Ces derniers sont méfiants par rapport à l'islamisation de la rébellion syrienne et refusent de soutenir la proposition turque de s'appuyer sur les rebelles syriens. Dans les régions à l'est de l'Euphrate, ils coopèrent avec les Kurdes de Syrie à travers leur aviation, leurs militaires sur le terrain, leur aide militaire et financière. Ils refusent également d'autoriser la Turquie à intervenir dans les régions kurdes de Syrie. La Turquie accuse les USA de vouloir créer un Etat kurde en Syrie et remettre en question sa sécurité. Soutenus par les USA, les combattants kurdes ont détruit le califat de DAESH et libéré tous les territoires sous son contrôle. Cependant, ils n'ont pas pu bénéficier du soutien des Etats-Unis lorsque la Turquie a lancé une opération militaire et occupé leur canton d'Afrine en 2018.

La détérioration des relations turco-américaines est montée d'un cran avec le coup d'état manqué de 15 juillet 2016. La Turquie accuse Fethullah Gulen d'être responsable du putsch et demande, sans succès, son extradition. L'opinion publique et les médias turcs accusent les USA et les gouvernements occidentaux de soutien ou de complaisance envers les putschistes. La Turquie arrête de nombreux citoyens européens et américains provoquant des crises diplomatiques avec leurs gouvernements respectifs. L'arrestation du pasteur américain Andrew Brunson accusé d'implication dans le coup d'état de 2016, d'espionnage et de terrorisme, comme celle de Metin Topuz, l'employé du consulat américain accusé d'espionnage, provoque une crise diplomatique avec les USA. Pour obtenir la libération de leurs citoyens, les USA suspendent, en octobre 2017, la délivrance des visas en Turquie et imposent, en octobre 2018, des sanctions économiques à la Turquie. La Turquie prend le même type de mesures en représailles. Ces mesures sont levées mutuellement, notamment après la libération du pasteur Brunson en octobre 2018, mais ont un impact très négatif sur les relations entre les deux pays et sur l'économie turque, notamment à cause de la perte de la valeur de la monnaie nationale qu'elles ont provoquée.

La répression du mouvement Gezi, le rôle ambiguë dans le conflit syrien, la répression contre les Kurdes et le rapprochement avec l'Iran et la Russie ont aussi eu un impact négatif sur les relations de la Turquie avec les pays européens et l'Union européenne. Préoccupés par des réfugiés syriens, les Européens ont limité leurs réactions à des critiques timides concernant l'autoritarisme en Turquie. Pour stopper l'arrivée des réfugiés syriens, l'Union européenne a signé un accord avec la Turquie en mars 2016 qui prévoyait de fournir une aide financière à la Turquie et d'ouvrir, sans le préavis favorable de la Commission, des nouveaux chapitres de négociations. Cependant, malgré cet accord, les négociations d'adhésion n'ont pas connu d'avancée significative.



## Papiers d'actualité / Current Affairs in Perspective

N°4 | July 2019

Après la répression qui a suivi le coup d'Etat de 2016 et la modification constitutionnelle de 2017 présidentialisant le système politique turc, l'adhésion turque est devenue très improbable. Le mauvais état des relations avec l'Union européenne a aussi contribué à la réorientation de la politique étrangère turque et au rapprochement avec la Russie.

Le rapprochement de la Turquie avec la Russie et notamment l'achat des missiles anti-aériens S-400 fragilise de plus en plus les relations turco-américaines et évolue vers une nouvelle crise grave entre les deux alliés. Dès le début du conflit syrien, la Turquie évoque des risques pour sa sécurité et tente de renforcer sa défense aérienne. Pour l'aider, différents pays membres de l'OTAN installent des missiles *Patriot* sur son sol pour une durée limitée. La Turquie veut trouver une solution permanente, mais ses tentatives pour acheter des missiles *Patriot* échouent pour des questions financières ou des désaccords sur la date de la livraison. Les tensions avec les USA liées au conflit syrien et au coup d'état manqué de 2016 accélèrent le rapprochement entre la Turquie et Russie.

Les relations entre la Turquie et la Russie s'intensifient depuis les années 2000. Pour la Turquie, la Russie constitue un partenaire économique important notamment pour exporter ses produits agricoles. Le secteur de construction turc est aussi très actif en Russie. Elle accueille chaque année plusieurs millions de touristes russes. La Russie est aussi son principal fournisseur d'énergie (gaz et pétrole). Celle-ci construit la première centrale nucléaire turque de plusieurs milliards dollars et les deux pays ont également construit un gazoduc (*TurkStream*) pour transférer le gaz russe via la Turquie.

Au début du conflit syrien, le soutien turc aux rebelles syriens a détérioré les relations avec la Russie, l'allié de Damas. En novembre 2015, la destruction d'un avion russe par l'aviation turque a paralysé les relations entre les deux pays. Mais, avec la mise en place d'une autonomie kurde en Syrie et le refus des USA et des Etats européens de soutenir la stratégie turque en Syrie, la Turquie a modifié ses priorités en Syrie. Le renversement du régime syrien n'étant plus sa priorité numéro un, elle s'est rapprochée de la Russie et de l'Iran. Elle joue un rôle important dans les négociations d'Astana et de Sotchi dont le but est de trouver une solution au conflit syrien à travers la coopération de ces trois Etats impliqués dans le conflit.

La coopération avec la Russie, mais aussi avec l'Iran, permet à la Turquie de jouer un rôle actif en Syrie et de menacer l'autonomie kurde dans ce pays. Le rapprochement avec la Russie s'est renforcé davantage avec le soutien américain aux Kurdes syriens. La Russie est consciente de la volonté de la Turquie d'avoir une politique étrangère plus autonome par rapport à ses alliés occidentaux. Elle constate également l'impact négatif de son rapprochement avec la Turquie sur les relations de cette dernière avec l'OTAN et ses alliés occidentaux. Elle intensifie sa coopération avec la Turquie pour devenir son partenaire en matière d'armement. La détérioration des relations turco-américaines après le coup d'état de 2016 renforce davantage ce processus.

Pour maintenir ce rapprochement qui, depuis 2015, lui permet une marge de manœuvre importante dans sa politique régionale, notamment en Syrie, et dans des négociations avec ses alliés occidentaux et américains, la Turquie décide d'acheter des missiles anti-aériennes russes S-400 dont la livraison est prévue pour l'été 2019.

Des responsables militaires et politiques américains rappellent régulièrement le danger d'un tel dispositif dans un pays membre de l'OTAN, en soulignant que cela permettrait à la Russie de recueillir des données sur le dispositif aérien de l'OTAN. La pression américaine pour empêcher cet achat se renforce de plus en plus. La Turquie est menacée de sanctions économiques et militaires comme l'exclusion du programme d'achat des avions militaires F-35. Les responsables turcs refusent de se plier aux pressions américaines, mais en cas d'échec des discussions en cours, une nouvelle crise avec des conséquences économiques et politiques plus graves semble être inévitable. D'autant plus que les nouvelles sanctions économiques américaines contre l'Iran affectent déjà l'économie turque. L'annulation de l'achat des missiles russes sera aussi lourde de conséquences pour la Turquie. Cela mettra fin à la coopération russo-turque en Syrie qui marginalisera la Turquie en Syrie et l'obligera à évacuer les territoires syriens qu'elle contrôle depuis 2016 pour empêcher une zone autonome kurde contiguë et pour maintenir les lignes de liaisons avec ses alliés parmi les rebelles syriens.



## Papiers d'actualité / Current Affairs in Perspective

N°4 | July 2019

Cependant, en contrepartie de la fin du soutien américain aux Kurdes de Syrie ou d'un feu vert pour intervenir dans le Kurdistan syrien, elle pourrait renoncer aux missiles russes, retarder leur achat ou, pour ne pas rompre définitivement avec la Russie, renoncer à les activer après leur achat.

Les relations turco-américaines dont les origines remontent à l'indépendance américaine ont pris un caractère stratégique dès la fin de la Deuxième Guerre mondiale sous l'impact de la menace soviétique commune aux deux Etats. Cette relation stratégique dote les USA d'un allié fidèle avec une position géopolitique très importante. Pour la Turquie, cette relation stratégique signifie la sécurité, l'aide financière et militaire mais surtout la preuve de son appartenance à l'Occident. Après une période d'enthousiasme, les relations connaissent des difficultés et crises qui, pourtant, ne remettent pas en question leur persistance. La Turquie est consciente de la marge de manœuvre que sa position géopolitique lui confère et tente de l'exploiter pour avoir une politique plus autonome sans rompre définitivement avec les USA. Ces derniers sont également conscients de l'importance géopolitique et de la dépendance militaire, économique et politique de leur allié et n'ont pas le désir de s'en priver malgré les difficultés et tensions.

Özcan Yilmaz

\* Chargé de cours, Université de Genève-GSI



## Papiers d'actualité / Current Affairs in Perspective

N°4 | July 2019

<sup>1</sup> Eurasisme (Avrasyacilik) est un courant politique cherchant à créer un axe géopolitique avec la Russie en abandonnant aussi l'alliance avec les USA et le projet d'adhésion à l'UE.

<sup>2</sup> Déclarations de Tuncer Kiliç, ancien secrétaire général du Conseil national de sécurité, Yeni Çag, 14 09 2007.

<sup>3</sup> « Turkey Could Join bloc with Russia and Chiana instead of EU, President Erdogan says », Guardian, 20 novembre 2016.

<sup>4</sup> « US VP Pence : Turkey must choose between remaining NATO partner and buying Russian S-400 », Reuters, 3 avril 2019 (<https://www.rt.com/news/455485-turkey-must-choose-between-remaining/>). Ted Galen Carpenter, « Is it Time to Expel Turkey from NATO ? », National Interest, 4 décembre, 2015, <https://nationalinterest.org/blog/the-skeptics/it-time-expel-turkey-nato-14518>

<sup>5</sup> Ce sont des entités autonomes dirigées par des corsaires dépendant de l'Empire ottoman (Alger, Tunis, Tripoli, Cyrénaïque).

<sup>6</sup> L'URSS tente de remettre en question la convention de Montreux de 1936 qui a mis fin au contrôle international sur les détroits de Bosphore et des Dardanelles et instauré le plein contrôle de la Turquie. Dans l'objectif d'instaurer un contrôle turco-soviétique sur les détroits, l'URSS monte la pression sur la Turquie et demande de modifier le traité de bon voisinage et de non-agression qui doit être renouvelé en novembre 1945 et formule certaines revendications territoriales pour la restitution par la Turquie des régions de Kars et Ardahan à l'URSS.

<sup>7</sup> Pendant la présidence Johnson, dans leur lutte contre la drogue, les USA affirment, en été 1970, qu'environ 80% de l'héroïne illicite introduite dans leur pays vient des produits dérivés de l'opium produit en Turquie. Ils demandent à la Turquie d'interdire cette production et décident des sanctions économiques contre la Turquie.